

---

# URÍA MENÉNDEZ

Conditions générales

Assistance juridique *pro bono*

---

En vigueur depuis le 1 juin 2020.

Modifications en 2022 et 2023.

Dernière modification en vigueur depuis le 13 septembre 2024.

## Sommaire

---

1. Objet et champ d'application .....	4
2. Principes généraux.....	5
3. Services professionnels.....	6
4. Intervention d'autres professionnels .....	7
5. Honoraires et frais .....	8
6. Communications.....	9
7. Confidentialité et secret professionnel .....	10
8. Politique anti-corruption.....	11
9. Prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ...	12
10. DAC 6.....	13
11. Formules et données techniques, comptables et financières.....	14
12. Utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes .....	15
13. Propriété intellectuelle .....	16
14. Publicité.....	17
15. Conservation et stockage de documents et informations.....	18
16. Portée et limitations de responsabilité .....	19
17. Extinction.....	20
18. Protection des données personnelles fournies par le client .....	21
19. Clause informative concernant le traitement des données des Parties .....	25
20. Modification des présentes Conditions Générales .....	27
21. Loi applicable et compétence juridictionnelle .....	28

---

## 1. Objet et champ d'application

---

Ces conditions générales (ci-après, les « **Conditions Générales** ») ont pour but de régir la prestation de services de conseil juridique *pro bono* (ci-après, les « **Services pro bono** ») par Uría Menéndez Abogados, S.L.P., dont le siège social est sis à Madrid, c/ Príncipe de Vergara, 187 Plaza de Rodrigo Uría (ci-après, « **UM** ») à des organismes à but non lucratif (fondations, associations et ONG, entre autres) et, dans des cas exceptionnels, à des personnes défavorisées (ci-après, le « **Client** » et, conjointement avec UM, les « **Parties** »), sans préjudice d'éléments spécifiques susceptibles d'être déterminés ou convenus dans le cadre d'une ou plusieurs missions particulières (ci-après, la « **Mission** » ou les « **Missions** ») ou de l'ensemble de celles confiées par le Client.

Pour UM, le travail *pro bono* constitue une initiative enthousiasmante, intégrée dans son activité professionnelle et qui s'inspire du rêve de l'un des fondateurs de notre cabinet, M<sup>e</sup> Rodrigo Uría Meruéndano. La Fondation Professeur Uría est le principal promoteur du travail *pro bono* d'UM et, conformément à sa finalité constitutive, elle développe des activités visant à encourager l'intervention des avocats d'UM dans des dossiers *pro bono*, en prêtant tout son soutien à UM dans l'organisation de ce travail.

Ces Conditions Générales cesseront de recevoir application lorsque la Mission donnant lieu à la prestation des Services *pro bono* dans le cadre d'un dossier déterminé sera effectuée au sein des bureaux du Portugal d'UM, auquel cas il conviendra de s'en remettre aux conditions générales spécifiquement adoptées pour le Portugal, lesquelles sont soumises à son droit interne et attribuent compétence juridictionnelle aux cours et tribunaux de ce pays pour la résolution des différends.

## 2. Principes généraux

---

La relation entre les Parties est fondée sur une confiance mutuelle ainsi que sur une communication transparente et efficace concernant tous éléments s'avérant nécessaires ou simplement opportuns pour une prestation des Services *pro bono* des plus performantes. À cette fin, le Client fournira, dès que possible, tant au début de la relation qu'au cours de son déroulement, les informations et la documentation pertinentes (y compris celles relatives aux éventuels délais susceptibles de présenter un intérêt), en prêtant une attention toute particulière aux modifications qui pourraient influencer sur les informations précédemment communiquées.

UM prêtera les Services *pro bono* dans le respect des principes et valeurs d'indépendance, intégrité, loyauté et diligence ainsi qu'en accord avec les règles déontologiques et professionnelles inhérentes à l'exercice de la profession d'avocat.

La relation entre UM et le Client sera celle d'une prestation de services et nos avocats ne seront pas tenus d'accepter ou de suivre les instructions du Client qui pourraient porter atteinte à leur indépendance ou à leur appréciation professionnelle.

Dans le cadre de son engagement à l'égard du respect des plus hautes normes, UM a adopté un Code de conduite d'application obligatoire, dont les principes fondateurs sont disponibles sur son site internet. Le Client a lu et a pris connaissance des [Principes fondateurs du Code de conduite d'UM](#) et il les accepte.

### 3. Services professionnels

---

Les Parties conviendront de la nature et la portée des Services *pro bono* confiés à UM au début de chaque Mission, sans préjudice de leur éventuelle modification d'un commun accord à tout moment au cours de la prestation de ces derniers.

Pour la prestation des Services *pro bono*, UM aura recours à ses propres ressources matérielles et humaines.

Le travail *pro bono* est bénévole et l'assignation des dossiers *pro bono* aux avocats d'UM qui se sont portés volontaires pour la prise en charge du dossier est effectuée en considération de différents critères, tels que leurs connaissances, expérience et charge de travail. UM pourra adjoindre, à son entière discrétion et au cours de la prestation des Services *pro bono*, de nouveaux avocats à l'équipe de travail ou remplacer ceux précédemment assignés à celle-ci. Dans tous les cas, le Client sera informé de la désignation d'un ou plusieurs avocats de contact, lesquels centraliseront la relation avec le Client et l'échange d'informations relatives à la Mission.

La relation professionnelle sera établie entre UM et le Client sans qu'une mission professionnelle puisse donner naissance à une relation entre UM et des personnes ou entités distinctes du Client, y compris avec sa société mère, ses filiales, ses sociétés apparentées ou ses conseils. Le Client ne pourra céder, nantir, grever ni disposer, sous quelque forme que ce soit (ni en tout ou partie ni directement ou indirectement), au profit de tiers, de sa qualité dans la relation de prestation de services professionnels, ni d'aucun droit de créance qui en serait issu sauf, dans ce dernier cas (cession de droits de créance résultant de la relation de prestation de services), lorsque le Client serait un consommateur.

## 4. Intervention d'autres professionnels

---

Si, dans le cadre de la prestation des Services *pro bono*, l'intervention de professionnels autres que les avocats d'UM (experts, notaires, avoués, avocats étrangers, etc.) s'avérait nécessaire, la désignation et la relation de prestation de services avec ces autres professionnels incomberont au Client. UM ne sera pas responsable de l'activité de ces autres professionnels, sans préjudice d'une éventuelle collaboration de sa part avec le Client dans le choix de ces derniers.

En règle générale, le Client conviendra directement avec ces autres professionnels du montant de leurs honoraires professionnels ou droits nés de leur intervention. UM ne sera pas responsable du recouvrement ni du paiement de ces honoraires ou droits. Lorsque des raisons exceptionnelles d'urgence ou de convenance du Client le justifieraient ainsi, UM pourra toutefois avancer le montant de ces honoraires ou droits pour le compte du Client et sous réserve de son obligation de remboursement.

## 5. Honoraires et frais

---

Les Services *pro bono* sont gratuits.

Le Client sera responsable du paiement des frais extraordinaires susceptibles d'être exposés par UM à l'occasion de l'assistance juridique dispensée, à moins que la Fondation Professeur Uría ne décide, au cas par cas, de les assumer.



## 6. Communications

---

Les communications entre les Parties seront effectuées par les moyens qui s'avéreront les plus adéquats dans chaque cas.

Parmi ces moyens, les envois de courriers électroniques par internet sont fréquemment utilisés. Les Parties comprennent et acceptent que l'envoi d'informations par courrier électronique comporte certains risques (retards, défaut de réception, réception erronée, pertes de données, interception ou modification par des tiers, etc.). UM ne sera pas responsable de ces risques. En outre et sans préjudice du fait que les courriers électroniques transmis depuis UM soient soumis à des systèmes de logiciel antivirus, UM ne peut pas garantir l'inexistence de tels virus et n'engagera pas sa responsabilité au titre de leur transmission ou d'autres éléments indésirables à travers les courriers électroniques envoyés.

Dans l'hypothèse où le Client ne souhaiterait pas recevoir de communications par courrier électronique ou s'il existait un quelconque aspect en particulier qu'il souhaiterait qu'UM prenne en considération concernant l'envoi ou la réception de communications, il devra l'en informer de manière expresse.

Les applications de messagerie instantanée ne sont pas adaptées aux communications professionnelles, ce pourquoi leur utilisation par UM sera exceptionnelle et elles ne seront pas utilisées afin de dispenser un conseil juridique.

## 7. Confidentialité et secret professionnel

---

La prestation des Services *pro bono* par UM est soumise au secret professionnel, lequel sera maintenu y compris après l'achèvement de la Mission correspondante. Ce devoir de secret professionnel implique que l'ensemble des avocats et employés d'UM devront préserver la confidentialité de tous les faits ou informations dont ils auraient connaissance au motif de l'une quelconque des modalités de leur activité professionnelle, hormis dans les cas expressément prévus par la loi.

En ce sens, la réglementation en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme impose l'obligation de communiquer certaines opérations aux autorités compétentes, conformément aux termes de la condition 9 des présentes. Par ailleurs et eu égard aux Missions qui, conformément à la directive (UE) 2018/822 du Conseil, du 25 mai 2018 (« **DAC 6** ») et à sa réglementation interne de transposition, seraient qualifiées de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, UM peut assumer certaines obligations d'information, dans les termes indiqués à la condition 10 suivante.

## 8. Politique anti-corruption

---

UM a adopté une Politique anti-corruption fondée sur une tolérance zéro à l'égard de tout type de corruption, publique ou entre particuliers. Cette Politique régit le quotidien d'UM et ses relations avec les clients et les tiers.

Le Client a lu et pris connaissance de la [Politique anti-corruption](#) d'UM, disponible sur son site internet.

## 9. Prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme

---

En vertu de la législation en vigueur, les cabinets d'avocats sont tenus de collaborer à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Dès lors, UM pourra demander au Client des informations et des documents justificatifs tant de son identité formelle et réelle que de son activité. Cette documentation sera conservée par UM durant le délai prévu par la réglementation relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Ainsi, afin de pouvoir respecter les politiques internes instaurées par UM en matière d'identification de ses clients et la réglementation de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, le Client devra avoir envoyé, avant l'acceptation de la Mission par UM ou du début de sa prestation de Services *pro bono*, par le moyen qu'il considérera le plus opportun (courrier, service de messagerie, pièces jointes à un courriel, télécopie, etc.), la documentation justificative tant de son identité que de son activité et, le cas échéant, de l'identité de ses bénéficiaires effectifs et de sa structure de contrôle.

Par ailleurs, en cas de circonstances exceptionnelles et en application de la réglementation relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, UM pourrait se voir contraint de communiquer au Service exécutif de prévention du blanchiment de capitaux espagnol l'existence d'une Mission présentant des indices de relations avec le blanchiment de capitaux ou le financement du terrorisme ou dont il aurait la certitude qu'elle soit en rapport avec un tel blanchiment ou financement, et ce, sans qu'il puisse révéler cette communication au Client, pouvant y compris être légalement tenu d'interrompre son travail de conseil dans le cadre de ladite Mission. Dans ce cas, UM sera exonéré d'une quelconque responsabilité au titre des dommages ou retards susceptibles d'être causés au Client subséquent au respect des obligations issues de cette réglementation.

## 10. DAC 6

---

Concernant les Missions qui, conformément à la 23<sup>e</sup> disposition additionnelle de la loi espagnole n° 58/2003, du 17 décembre 2003, relative à la fiscalité générale, introduite dans le cadre de la transposition de la DAC 6, seraient considérées comme des dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration d'informations, UM pourra être tenu d'informer le Client de son obligation de déclarer lui-même à l'Administration fiscale certaines informations ou, dans des cas exceptionnels, de déclarer celles-ci directement.

Lorsqu'en raison de la nature de la Mission, UM ne disposerait pas des informations nécessaires et n'aurait pas besoin d'en disposer afin de décider si l'affaire doit faire l'objet d'une déclaration d'informations, UM ne possédera pas la qualité d'intermédiaire fiscal au sens de la réglementation précitée et, par conséquent, n'informerait pas le Client de l'éventuelle soumission de la Mission à cette obligation de déclaration, ce qui n'exclut pas nécessairement une telle obligation. Partant, il est recommandable que le Client revoit soigneusement les Missions présentant un élément transfrontière afin de déterminer si, dans de tels cas, elles doivent faire l'objet d'une déclaration d'informations, soit par le contribuable, soit par d'autres conseils intervenant sur le dossier et possédant la qualité d'intermédiaire fiscal au sens de la réglementation DAC 6.

## 11. Formules et données techniques, comptables et financières

---

Le Client a l'obligation de s'assurer que toutes les formules, algorithmes, feuilles de calcul, notions et données techniques, comptables et financières ainsi que toutes les données numériques contenues dans la documentation qu'il tient sont correctement transcrits, remplissent leurs objectifs et ne présentent pas d'erreurs.

Par conséquent, UM ne sera pas tenu d'évaluer ou conseiller et, par conséquent, n'engagera aucunement sa responsabilité au titre des formules, algorithmes, feuilles de calcul, notions et données techniques, comptables et financières ainsi que des données numériques que le Client, ses conseils ou des tiers fourniraient aux fins de leur inclusion dans un quelconque document préparé par UM ou qui seraient inclus dans la documentation élaborée par le Client, ses conseils ou des tiers.

## 12. Utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes

---

L'utilisation de services, outils ou plates-formes numériques externes – soumise aux conditions de leur fournisseur – peut comporter certains risques, tels qu'un dysfonctionnement, une perte de données, l'interception de données par des tiers, etc..

UM ne sera pas responsable de ces risques résultant de l'utilisation de services, outils ou plates-formes numériques, sans préjudice d'une possible collaboration avec le Client afin de l'aider à les choisir et les utiliser. En utilisant le service, l'outil ou la plate-forme, le Client accepte de se soumettre aux conditions du fournisseur concerné.

## 13. Propriété intellectuelle

---

UM sera le titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les travaux et les matériels produits dans le cadre des Services *pro bono*, sans préjudice de la possibilité pour le Client d'utiliser ces travaux et matériels aux fins desdits Services *pro bono* ou pour toute autre finalité légitime n'impliquant pas leur divulgation à des tiers.

Sans préjudice du droit pour le Client d'utiliser ces travaux et matériels pour son propre compte et dans le cadre desdits Services *pro bono*, UM devra donner son accord préalable et par écrit dans le cas où le Client souhaiterait en divulguer l'existence ou le contenu à des tiers.

En cas d'utilisation par le Client ou par des tiers (auquel cas sous réserve d'une autorisation donnée par UM) de tout ou partie d'un quelconque matériel ou document préparé par UM dans le cadre des Services *pro bono*, postérieurement à la prestation de ces derniers, et eu égard à tout autre dossier dans lequel UM ne serait pas intervenu, UM sera exonéré de toute responsabilité dans le cadre d'un tel dossier ou au titre des matériels ou documents utilisés.



## 14. Publicité

---

UM pourra informer des tiers que le Client a la qualité de client d'UM, à moins que ce dernier : (i) ne s'y oppose expressément ; ou, (ii) ait la qualité de personne physique, sans qu'UM ait recueilli son consentement à cette fin.

si la Mission confiée acquiert un caractère public, UM pourra effectuer une communication sur sa prestation de conseils dans le cadre de ladite Mission ainsi que sur la nature des services prêtés.

## 15. Conservation et stockage de documents et informations

---

UM conservera les documents relatifs aux Services *pro bono* jusqu'à ce que leur prestation soit achevée puis il conservera une copie de ces derniers durant les délais requis par la réglementation applicable, afin de répondre d'éventuelles responsabilités légales ou contractuelles et respecter la politique interne de conservation de documents d'UM en vigueur à tout moment.

Le stockage des informations et documents relatifs aux Services *pro bono* pourra être réalisé au sein des installations et serveurs d'UM ou au sein d'installations ou supports de stockage électronique de tiers, y compris au moyen de services de *cloud computing* à condition qu'ils offrent des mesures de sécurité techniques et organisationnelles adéquates et qu'UM ait conclu avec ces derniers un accord écrit de sous-traitance du traitement – en des termes au moins aussi stricts que ceux visés à la condition 18.

Même si UM adopte les mesures de protection nécessaires pour la sécurité des informations qu'il traite, conserve et stocke, conformément aux normes établies en la matière, les Parties comprennent et reconnaissent que l'absence totale de risques (perte de données, interception ou modification par des tiers, etc.) ne peut pas être garantie et qu'UM ne saurait engager sa responsabilité à ce titre.

## 16. Portée et limitations de responsabilité

---

UM ne sera responsable envers le Client que des dommages et préjudice directement causés à ce dernier à la suite d'une prestation dolosive ou négligente des Services *pro bono*. Le Client convient que toute réclamation ou action de quelque nature que ce soit qu'il pourrait formuler concernant les Services *pro bono*, une Mission ou les présentes Conditions Générales (la « **Réclamation** ») devra être présentée par écrit, en précisant suffisamment la nature de la Réclamation et le montant réclamé et, quoi qu'il en soit, dans un délai n'excédant pas deux (2) ans à compter de la date de cessation de la prestation des Services, en relación con el Encargo concreto del que deriva la Reclamación.

La Réclamation sera uniquement et exclusivement adressée à l'encontre d'UM et, en aucun cas, contre l'un quelconque de ses avocats, employés ou associés (ci-après collectivement, les « **Personnes Exonérées** »). Par conséquent, le Client exonère, de la manière la plus large possible, chacune des Personnes Exonérées de toute responsabilité ou obligation susceptible de peser à leur charge au motif d'un quelconque dommage, préjudice, perte ou coût (y compris des frais et dépens judiciaires ainsi que des honoraires d'avocats et avoués) causé ou susceptible d'être causé au Client, directement ou indirectement, en rapport avec les Services *pro bono*, avec une Mission ou avec les présentes Conditions Générales, ou qui soit motivé par l'un de ces éléments quel qu'il soit.

Le Client renonce irrévocablement et de la manière la plus large possible à exercer une quelconque action en responsabilité (qu'elle soit de nature contractuelle ou extracontractuelle), à l'encontre de quelque Personne Exonérée que ce soit, fondée sur tous dommages, préjudices, pertes ou coûts (y compris des frais et dépens judiciaires ainsi que des honoraires d'avocats et avoués) énoncés au paragraphe précédent, et s'engage à ne pas engager de procédure judiciaire, administrative ou arbitrale d'aucune sorte à l'encontre de l'une quelconque d'entre elles.

Les limitations et renonciations susmentionnées ainsi que celles énoncées aux conditions 6, 12 et 15 ne seront pas applicables si le Client est un consommateur.

## 17. Extinction

---

UM pourra cesser sa prestation de Services *pro bono* au Client à tout moment, en se soumettant à la réglementation professionnelle et déontologique de la profession d'avocat. UM en informera le Client avec un préavis nécessaire afin d'éviter de lui porter préjudice, hormis dans les cas prévus par la loi. Le Client sera également en droit à tout moment de mettre un terme à la prestation des Services *pro bono*.

Dans l'hypothèse où UM ou le Client mettrait fin à la prestation des Services *pro bono* conformément à la teneur du paragraphe précédent, le Client sera responsable du paiement des frais dus au titre des Services *pro bono* effectivement fournis et en attente de facturation ou de recouvrement à la date de cessation de la prestation.

## 18. Protection des données personnelles fournies par le client

Afin de dispenser ses services, UM – en sa qualité de sous-traitant de données et agissant au nom et pour le compte du Client – peut demander l'accès à des données personnelles dont le Client est responsable (ci-après, les « **Données Personnelles** »). L'accès et le traitement des Données Personnelles par UM seront effectués dans le respect des dispositions de la réglementation espagnole en matière de protection des données personnelles en vigueur à tout moment et du règlement général sur la protection des données 2016/679, du 27 avril 2016 (ci-après, le « **RGPD** »).

Les Données Personnelles, les catégories de personnes concernées dont les données seront rendues accessibles à UM ainsi que les opérations de traitement réalisées seront, essentiellement, celles suivantes:

Catégorie de personnes concernées	Types de Données Personnelles	Opérations de traitement
Employés du Client, représentants légaux du Client ainsi que clients et collaborateurs du Client. Des informations relatives à d'autres tiers, tels que les parties adverses du Client ou des tiers impliqués dans des procédures judiciaires commerciales ou contractuelles (par exemple, des témoins ou des experts) peuvent parfois être incluses.	Données d'identification, données professionnelles, données relatives aux détails de l'emploi et données relatives aux Services <i>pro bono</i> .	Collecte, structuration, conservation, consultation, comparaison, modification, extraction, interconnexion, limitation, destruction et/ou communication.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données précitée, UM s'engage à :

- i) Traiter les Données Personnelles conformément aux instructions énoncées dans les présentes Conditions Générales et en accord avec celles que le Client pourrait à tout moment lui transmettre par écrit. UM n'utilisera pas les Données Personnelles pour une finalité distincte de celle de la prestation des Services *pro bono*, hormis pour le respect de ses obligations légales et déontologiques issues de son activité (par exemple, en matière de prévention du blanchiment de capitaux), à l'égard desquelles il agira en qualité de responsable du traitement, conformément aux termes de la condition 19.

- ii) Traiter les Données Personnelles dans le respect des normes de sécurité exigées par l'article 32 du RGPD de même qu'observer et adopter les mesures techniques et organisationnelles de sécurité nécessaires ou opportunes afin d'assurer la confidentialité, le secret et l'intégrité des Données Personnelles auxquelles il aurait accès. Les mesures techniques et organisationnelles de sécurité concrètes applicables à la présente sous-traitance seront fixées en fonction de celle-ci et du Client.
- iii) Préserver la confidentialité et le secret professionnel auxquels sont soumis tous les avocats d'UM, en application de l'article 5 du Code espagnol de déontologie de la profession d'avocat, concernant les Données Personnelles auxquelles il aurait accès aux fins de la prestation des Services *pro bono*.
- iv) Ne pas communiquer ni céder les Données Personnelles à des tiers, même pour leur conservation, hormis dans les cas prévus par la législation, dans les hypothèses où le Client autoriserait ou demanderait à UM de les communiquer ou de les céder à un tiers ou lorsque cela s'avérerait nécessaire pour la prestation par UM de ses Services *pro bono* (par exemple, pour des services de TI ou pour la conservation et le stockage de données, y compris les services de *cloud computing* fournis par des tiers).
- v) Au terme de la prestation des Services *pro bono*, les Données Personnelles seront détruites. À titre exceptionnel, une copie de ces dernières pourra toutefois être conservée et placée à la disposition des autorités, en exécution des obligations légales et conformément aux normes déontologiques applicables à UM (notamment aux fins de l'article 25 de la loi espagnole n° 10/2010 du 28 avril 2010, relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme – la « Loi n° 10/2010 » – ainsi que de l'article 12.A.10 du Code espagnol de déontologie de la profession d'avocat) ou afin de pouvoir répondre de toute responsabilité susceptible de naître des Services *pro bono* prêtés. En outre, cette obligation ne sera pas applicable aux Données Personnelles dont UM serait lui-même responsable du traitement conformément aux termes de la condition 19.
- vi) Aider le Client à garantir le respect des obligations visées aux articles 32 à 36 du RGPD et, concrètement, informer ce dernier, par les moyens de notification convenus, des violations des mesures de protection des Données Personnelles susceptibles de communication conformément aux articles 33 et 34 du RGPD.

- vii) Dans l'hypothèse où UM recevrait pour mission de gérer un quelconque type de réclamation d'exercice de droits de personnes concernées, assister le Client afin qu'il puisse respecter et répondre aux demandes desdites personnes concernant leurs droits d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité des données, de restriction au traitement et d'opposition.
- viii) Tenir un registre des catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Client conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGPD.
- ix) Communiquer l'identité du délégué à la protection des données et ses coordonnées au Client. À la date des présentes Conditions Générales, le délégué à la protection des données peut être contacté par courriel à l'adresse suivante : [delegado-pd@uria.com](mailto:delegado-pd@uria.com).
- x) Mettre à la disposition du Client les informations nécessaires afin d'attester du respect par UM des obligations énoncées dans la présente condition. Le Client demeurera soumis à de stricts devoirs de confidentialité à l'égard des informations d'UM auxquelles il aura accès. Compte tenu des devoirs de secret professionnel d'UM envers ses clients dans l'exercice de ses activités, la mise à disposition ou la vérification des informations fournies ne pourra donner lieu, à aucun moment, à un éventuel accès du Client à des données ou des informations dont tout autre client d'UM serait titulaire.

Le Client, en sa qualité de responsable du traitement :

- i) Autorise UM à sous-traiter à des tiers des services complémentaires et nécessaires à la prestation des Services *pro bono* tels que, par exemple, ceux de messagerie ou technologiques de gestion et de maintenance de systèmes. UM conclura par écrit un contrat avec les sous-traitants ultérieurs des Données Personnelles dont les termes ne seront pas moins restrictifs que ceux prévus dans la présente condition.
- ii) Reconnaît qu'UM est un cabinet international et l'autorise, si cela s'avérait nécessaire aux fins de la prestation des Services *pro bono*, à traiter les Données Personnelles en dehors de l'Espace économique européen, en respectant les garanties exigées par la réglementation applicable.
- iii) Observera les obligations suivantes : a) permettre l'accès d'UM aux Données Personnelles nécessaires à la prestation des Services *pro bono* ; et, b) contrôler leur traitement.

Les obligations prévues dans cette condition constituent le contrat de sous-traitance des Données Personnelles entre les Parties, dont la durée et les conditions de rémunération ne sont pas distinctes de celles prévues pour les Services *pro bono*.

Chaque partie sera responsable de manière individuelle et indépendante de l'exécution de ses propres obligations en matière de protection des données personnelles.



## 19. Clause informative concernant le traitement des données des Parties

---

Les données personnelles des personnes physiques intervenant lors de la conclusion, la gestion et la prestation des Services *pro bono*, au nom et pour le compte de l'une des Parties (de même que toutes autres données dont la partie réceptrice deviendrait responsable), seront traitées sous la responsabilité de la partie réceptrice aux fins de l'exécution, exercice, maintenance et contrôle des Services *pro bono* et le respect de leurs obligations juridiques respectives. Le traitement des données est nécessaire aux fins précédemment indiquées et ses causes légitimes sont : i) la conclusion, l'exécution, le respect et le contrôle de la relation contractuelle entre les Parties ; ii) l'intérêt légitime des Parties de traiter les données de contact et professionnelles de chaque partie aux fins de la prestation des Services *pro bono* et l'exécution de la relation contractuelle ; et, iii) l'exécution des obligations légales et déontologiques (y compris les obligations relatives à la prévention du blanchiment de capitaux) auxquelles UM est soumis.

Les données personnelles seront traitées au cours de la prestation des Services *pro bono* et durant une période de 10 ans à compter de son achèvement aux fins du respect de la loi applicable, à moins qu'une obligation légale ou un délai supérieur de prescription de quelconques actions légales ou contractuelles soit exceptionnellement applicable aux Parties.

Les données ne seront pas communiquées à des tiers à l'exception, le cas échéant, des autorités compétentes dans l'exercice de leurs fonctions ou à des tiers lorsque cela s'avérerait nécessaire à la prestation des Services *pro bono*. En outre et eu égard au traitement des données réalisé par UM, compte tenu de son caractère de cabinet global ([www.uria.com](http://www.uria.com)), la gestion et l'exécution des Services *pro bono* peuvent parfois donner lieu à un traitement des données en dehors de l'Espace économique européen au sein de territoires qui n'offrent pas un niveau de protection de données équivalent. En de tels cas, UM adoptera toutes les mesures nécessaires afin de garantir une protection adéquate des données.

Le titulaire des données personnelles pourra exercer les droits d'accès, rectification, opposition, suppression, portabilité, limitation du traitement et tous autres droits reconnus par la loi, à l'égard du traitement dont chaque Partie est respectivement responsable, en s'adressant par écrit au délégué à la protection des données correspondant. Par ailleurs, les titulaires des données sont informés du fait qu'ils

peuvent présenter toute réclamation ou demande liée à la protection de leurs données personnelles devant l'autorité compétente en matière de protection des données.

Chacune des Parties s'engage, préalablement à la communication à son cocontractant de toutes données personnelles de personnes impliquées dans l'exécution et la gestion des Services *pro bono* ou d'autres tiers, à informer cette personne de la teneur du paragraphe précédent et à respecter toutes autres conditions susceptibles d'être applicables aux fins de la correcte communication de ses données personnelles à la partie réceptrice, y compris les devoirs d'information et de protection dans une base légale, sans que cette dernière doive réaliser une quelconque démarche additionnelle vis-à-vis des personnes concernées.

Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi n° 10/2010, lorsque la mission confiée par le Client demeure exclue du secret professionnel et que cela s'avérerait nécessaire pour le respect des obligations d'informations prévues par ladite loi, le consentement de la personne concernée ne sera pas requis pour le traitement et la communication des données à caractère personnel, pas plus que ne seront applicables certains des droits reconnus par la réglementation en matière de protection des données.

## 20. Modification des présentes Conditions Générales

---

Les Conditions Générales pourront être modifiées par UM en considération de modifications réglementaires, déontologiques, technologiques, de marché ou de politique d'UM. La modification sera appliquée aux Missions postérieures à la date de sa publication et, dans le cas de Missions impliquant une prestation de services continue, aux Services *pro bono* prêtés après la date de sa publication ou communication.

## 21. Loi applicable et compétence juridictionnelle

---

Les Conditions Générales et la relation de prestation des Services *pro bono* sont soumis à la législation espagnole de droit commun (à savoir au code civil espagnol de 1889, tel qu'il a été amendé, et à sa législation concordante), à l'exclusion expresse de tout droit régional, foral ou spécial.

Pour toutes différends susceptibles de naître à l'égard des Services *pro bono* dans le cadre d'une Mission déterminée, les Parties, renonçant à toute autre compétence juridictionnelle qui pourrait leur être applicable, se soumettent à celle des cours et tribunaux dans le ressort desquels se situe le bureau espagnol d'UM où la Mission est effectuée.

Dans le cas où la Mission serait effectuée dans un bureau d'UM situé en dehors du territoire espagnol, à l'exception de ceux mentionnés dans la première condition des présentes Conditions Générales, les Parties, renonçant à toute autre compétence juridictionnelle susceptible de leur être applicable, se soumettent à celle des cours et tribunaux de la ville de Madrid (capitale), pour toutes divergences qui pourraient survenir eu égard aux Services *pro bono*.

Les précédentes conditions relatives à la compétence juridictionnelle et à la loi applicable seront écartées si le Client possède la qualité de consommateur ou d'utilisateur.

**BARCELONA**  
**BILBAO**  
**LISBOA**  
**MADRID**  
**PORTO**  
**VALENCIA**  
**BRUXELLES**  
**LONDON**  
**BOGOTÁ**  
**LIMA**  
**SANTIAGO DE CHILE**

**[www.uria.com](http://www.uria.com)**

Registro Mercantil de Madrid, Tomo 24490 del Libro de Inscripciones, Folio 42, Sección 8, Hoja M-43976,  
Inscripción 85. Denominación Social: Uría Menéndez Abogados, S.L.P. NIF: B28563963